

denham, déclare que Baldwin en demissionnant ainsi "se rendit coupable d'une attitude incompatible avec les traditions d'honneur politique qu'observent les politiciens anglais." Comme on le voit, les ultra-loyalistes ne ménageaient guère Baldwin.

En septembre 1841, Baldwin cède son siège de Toronto à Lafontaine défait lui-même dans Terrebonne. Cet acte de courtoisie ontarienne est à jamais resté célèbre dans nos annales nationales. Voici à ce propos, un très court passage du programme que Lafontaine adressait à ses nouveaux électeurs, ses bons amis de Toronto :

"Même en mettant à part toute considération d'intérêt national et en ne tenant compte ni de notre amour pour l'ordre public, ni de notre attachement à notre liberté politique, nos intérêts communs devraient suffir à eux seuls à établir entre la masse de nos deux populations une coopération réciproque et constante, coopération indispensable à l'administration du pays."

Voici maintenant une phrase non moins admirable de celui qui donnait si généreusement son siège à notre autre grand compatriote: "J'ai toujours désiré et je désire encore ardemment l'union de nos deux provinces, mais je ne veux pas d'une union n'existant que sur le parchemin de nos statuts, je veux une union cordiale de nos deux races, une union consentie volontairement et librement par des hommes vraiment libres."

En 1843, comme on le sait, les amis québécois de Baldwin lui remirent le service qu'il avait rendu à Lafontaine deux ans auparavant. Défait dans le Haut-Canada, Baldwin était élu dans Rimouski. Des jours meilleurs apparaissent bientôt, grâce à l'alliance scellée entre Lafontaine et Baldwin. Sous l'administration bienfaisante de Sir Charles Bagot, notre autonomie coloniale commença à prendre son essor final.

Monsieur Stephen Leacock, professeur à McGill, apprécie en ces termes la portée vraiment nationale de ce rapprochement politique : "L'avènement du ministère Lafontaine-Baldwin indiquait plus que le triomphe de la responsabilité ministérielle. Il indiquait aussi la seule solution pouvant résoudre adéquatement dans notre politique canadienne notre question de races. Aux yeux des vieux Tories de la vieille école, la suppression du Canada français, ou tout au moins, son assujettissement, semblait la manière naturelle, (et l'on pourrait même dire la seule manière vraiment anglaise et loyale), de gouverner le Canada-Uni. Désormais, notre évolution nationale trouve un nouveau développement dans l'alliance et la coopération de nos deux races, chacune apportant sa contribution distincte à la vie politique de notre patrie et chacune trouvant dans l'autre un stimulant bienfaisant et un sûr appui. C'est l'alliance de Baldwin et de Lafontaine qui inaugure cette politique si contraire aux principes de la vieille école. Cette politique a depuis dirigé nos destinées nationales; d'elle dépend l'avenir de notre pays."